

The image is a collage of four photographs related to agriculture and water. Top-left: A green field with a wooden fence in the foreground and a cloudy sky. Top-right: A wide view of a green field with a tractor in the distance and a church spire on the horizon. Bottom-left: A narrow, muddy stream flowing through a lush green field. Bottom-right: A large, brown, tilled field in the foreground with a green field and trees in the background.

Agriculture et qualité de l'eau

Le dispositif de Lons-le-Saunier *Evolution des jeux d'acteurs*

Ce travail, à l'initiative de chercheurs, a été réalisé dans le cadre du projet : **ABiPeC**

Agriculture Biologique et Périmètres de Captage
(programme AgriBio3 – INRA)

Il vise à comparer différents types de dispositifs de protection de l'eau mobilisant l'agriculture biologique.

Stage de fin d'étude de
Laura Martin

(ESITPA -Rouen)

Encadrement :

F. Hellec

(florence.hellec@mirecourt.inra.fr)

F. Barataud

(fabienne.barataud@mirecourt.inra.fr)

Institut National de la Recherche Agronomique
UR SAD-ASTER
(Agro-Systèmes TErritoires Ressources) Mirecourt

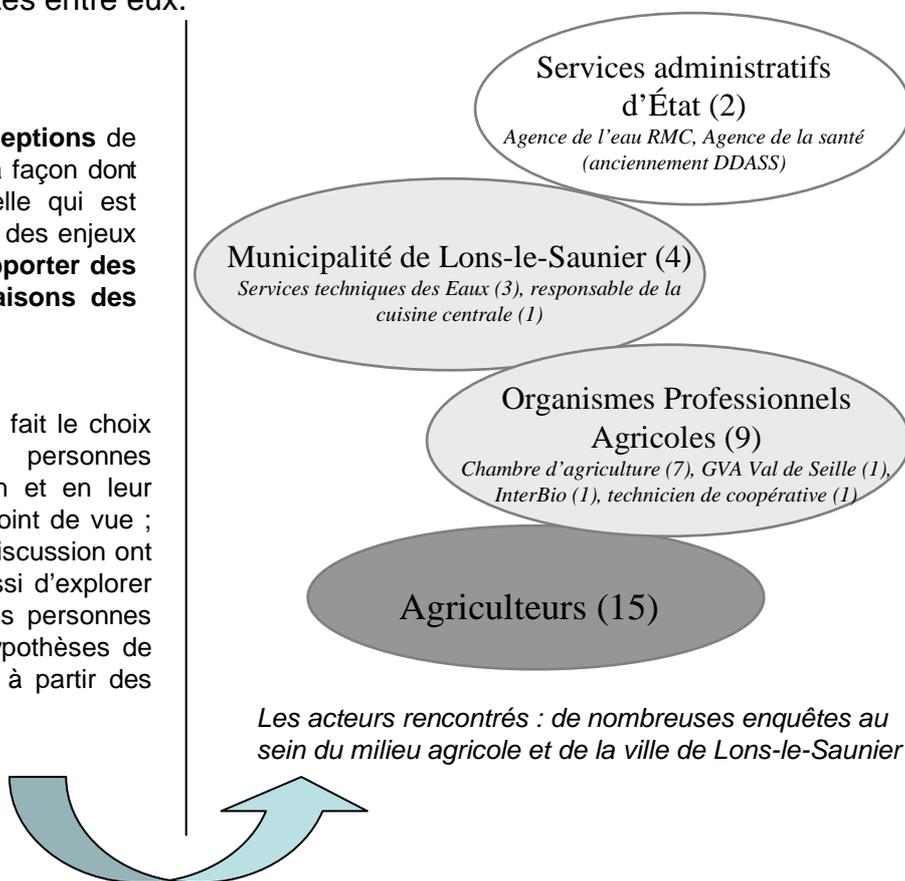


OBJECTIFS ET METHODES

Notre étude a pour objectif de comprendre les jeux d'acteurs mis en place à Lons-le-Saunier pour préserver la qualité de son eau potable. Par jeux d'acteurs, nous entendons : identifier les **acteurs** concernés par le projet, leur **niveau de participation** et les **relations** qui se sont construites entre eux.

En nous focalisant à la fois sur leurs **conceptions** de la « protection de l'eau » mais aussi sur la façon dont ils perçoivent l'agriculture, notamment celle qui est développée sur un territoire où sont définis des enjeux de protection de l'eau, nous prétendons **apporter des éléments de compréhension sur les raisons des accords ou des conflits entre acteurs**.

Pour répondre à ces objectifs, nous avons fait le choix de faire des **enquêtes** auprès des personnes concernées par le dispositif de protection et en leur laissant toute latitude pour exprimer leur point de vue ; ces entretiens non directifs proches de la discussion ont pour intérêt de faciliter l'échange mais aussi d'explorer plus en profondeur les représentations des personnes enquêtées. Notre travail ne pose pas d'hypothèses de départ, mais cherche à explorer des faits à partir des données de terrain.



HISTORIQUE DE LA ZONE

Les débuts de la question de l'eau sur la zone de Villevieux remontent à l'année 1961, date à laquelle la ville de Lons fait construire la station de pompage d'eau, qu'elle exploite dès son début en régie communale. La ville devient alors propriétaire de la zone d'interpuits (7ha) qu'elle met en location auprès de quatre agriculteurs de Villevieux. Par l'effet du pompage de l'eau, la zone autour des puits s'assainit (elle était auparavant marécageuse, constituée de prairies et de forêts humides) et révèle un potentiel agronomique intéressant. Par conséquent, la profession agricole décide de défricher la zone autour des puits au moment du remembrement (en 1965) et crée de grandes parcelles agricoles sur la zone.

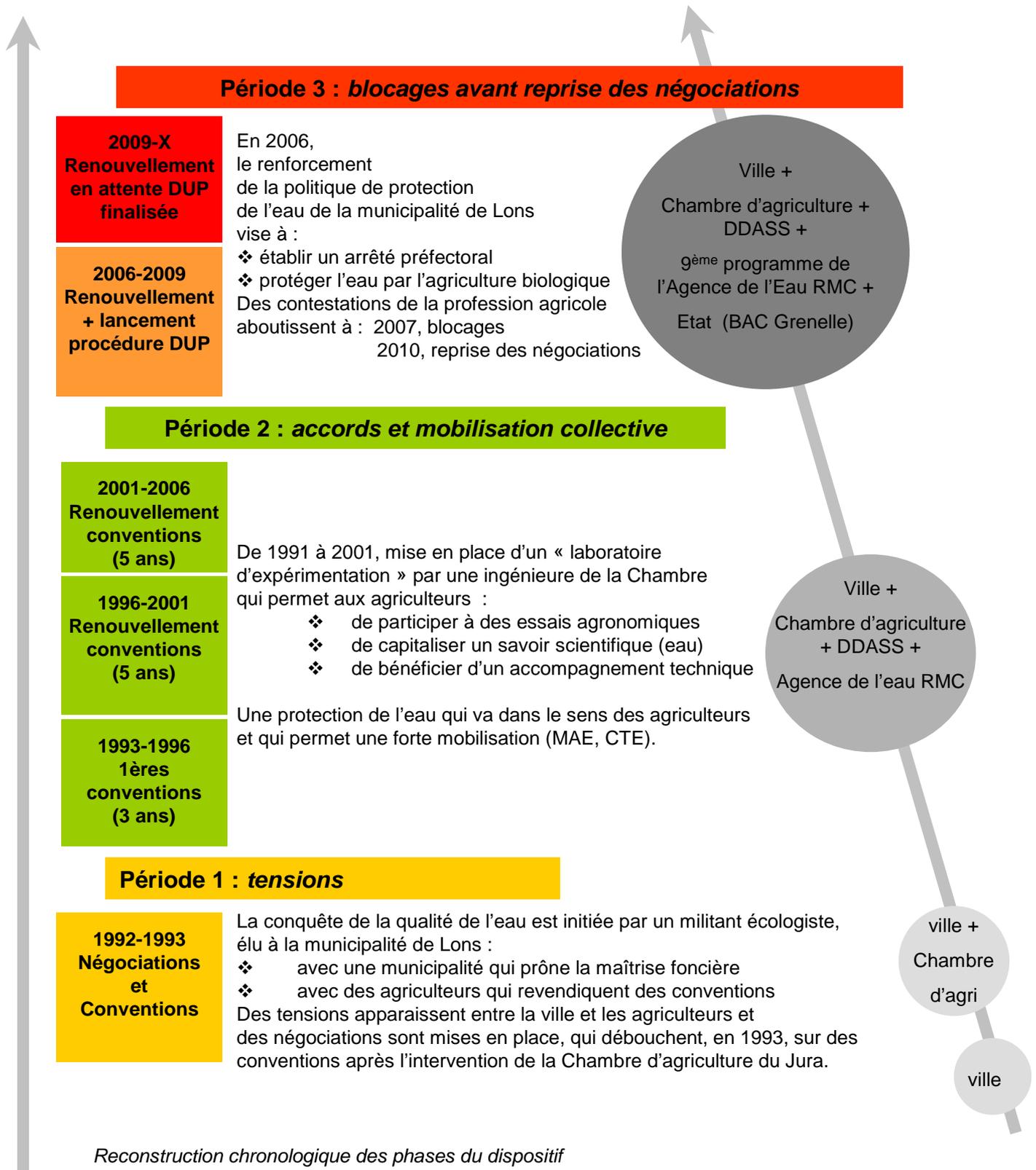
Les agriculteurs commencent à y mettre en place des cultures, pour lesquelles les pratiques s'intensifient au milieu des années 1970. En 1985, le Service Technique des Eaux de Lons (STE) constate alors une pollution de l'eau par les nitrates.

En 1989 des analyses d'eau mensuelles sur les produits phytosanitaires mettent en évidence une pollution chronique de l'eau par les triazines (atrazine et simazine) et une constante augmentation des nitrates. La concentration en nitrates dans l'eau atteint alors des pics de 40 mg/l (en 1960 le taux était de 5 mg/l).



RESULTATS

- 1 La construction du dispositif de protection de la qualité de l'eau potable à Lons
- une succession de **phases d'accords** et de **conflits** entre les gestionnaires de l'eau et la profession agricole
 - une complexification des acteurs impliqués et des niveaux de décision



RESULTATS

2

Les situations de blocages peuvent s'expliquer par des représentations non partagées des enjeux et des problématiques :

... de la qualité de l'eau

Pour la municipalité ...

- Des objectifs de préservation d'une ressource, jugée stratégique par l'Etat, via la classification en BAC Grenelle.
- Une vision militante et ambitieuse de la ville qui n'entend pas se limiter à l'atteinte des normes de potabilité réglementaires.

Ce que disent les agriculteurs ...

Aujourd'hui pour la majorité des agriculteurs, « il n'y a pas de problème de qualité de l'eau » sur le captage de Lons puisque l'eau est de bonne qualité, au vu du respect de la valeur guide pour les nitrates (25 mg/l) et des seuils réglementaires pour les résidus de pesticides. Les agriculteurs s'appuient donc sur la réglementation pour contester les efforts supplémentaires qui leur seraient demandés (dans le cadre de la DUP).

La contestation des agriculteurs sur l'existence même du problème de l'eau est souvent associée à un argumentaire se référant à des notions d'équité : des efforts dans l'adoption de bonnes pratiques ont déjà été faits et ce, sur l'ensemble du parcellaire et non sur la zone restreinte de protection, l'intensification des mesures de protection de l'eau sur la zone ne serait donc pas « juste ».

✓ Ils opposent leur savoir à celui des experts pour définir un nouveau territoire à protéger et de nouveaux responsables.

✓ Ils ne considèrent plus « l'eau » comme l'enjeu principal du dispositif et critiquent la position de la ville

De plus certains agriculteurs disent que l'amélioration de la qualité de l'eau a atteint son maximum sur la zone et que les objectifs de la ville concernant les nitrates (10 mg/l voire « 0 nitrate ») sont des teneurs impossibles à atteindre, tant que la ville ne se préoccupe pas de la responsabilité d'autres acteurs situés en amont de la zone. Ils expliquent alors que leurs pratiques ne peuvent pas être seules en cause dans cette contamination, pointent d'autres acteurs et remettent en question la zone de protection établie par la ville (les conduisant ainsi à revendiquer une nouvelle zone de protection). De ce fait, nous pouvons remarquer une certaine « ambivalence » dans leurs discours, puisque l'élargissement de la zone de protection des puits de Lons impliquera nécessairement une extension des contraintes sur une plus large partie de leurs exploitations et qu'ils semblent le redouter.

On constate également qu'il existe une demande d'appui scientifique de la part des agriculteurs de façon à légitimer (ou non) les décisions de la ville et indirectement le changement de pratiques pour lequel ils sont sollicités. On note l'importance pour eux d'une bonne connaissance du fonctionnement hydrogéologique de la zone et de l'identification des sources de la pollution, de façon à poser la problématique de l'eau le plus justement possible et à cibler efficacement les responsables de la pollution.

Le dispositif de départ, alors « curatif » et soumis à de fortes pressions sanitaires, a permis une mobilisation des agriculteurs. En revanche celle-ci s'est essouffée depuis que la qualité de l'eau est devenue conforme aux normes fixées par la réglementation et que la protection de l'eau s'est plutôt orientée dans une logique préventive.

... de l'Agriculture Biologique

Pour la municipalité ...

- L'Agriculture Biologique est vue comme une voie privilégiée pour préserver la qualité de la ressource en eau.
- Son développement irait de pair avec l'approvisionnement en AB des cantines scolaires et du restaurant municipal.

Ce que disent les agriculteurs ...

S'il y a peu d'agriculteurs biologiques sur la zone et dans le réseau professionnel des agriculteurs enquêtés, l'agriculture biologique paraît être néanmoins un sujet qui les concerne et sur lequel la majorité exprime spontanément un point de vue, par ailleurs assez critique parce qu'ils tendent d'abord à se positionner de manière réactive, contre la volonté de la ville ou d'autres partenaires (DDASS, Agence de l'eau). Cependant, tout comme l'agriculture biologique anime des débats de société, elle soulève chez ces agriculteurs une véritable réflexion dépassant le simple jeu de pouvoir avec la ville. Si l'on considère qu'il existe plusieurs images de la bio dans notre société, les agriculteurs, dans une première approche, n'en retiennent qu'une image singulière qui est celle « des néo-ruraux » ; une image à laquelle ils ne s'identifient pas et qu'ils rejettent avec hostilité, car elle évoque pour eux un retour en arrière (conditions de vie difficiles et agriculture peu technique selon eux). Cependant, dès lors que les agriculteurs réfléchissent à la possibilité de l'agriculture biologique sur la zone des

✓ Une agriculture difficile techniquement
✓ Une agriculture qui les changerait de milieu social

puits, ils dépassent cette première représentation et se projettent dans son développement en adoptant non plus le regard courant de la société sur l'agriculture biologique mais celui du professionnel. Ils apportent alors des arguments plus précis et reconnaissent des caractéristiques à l'agriculture biologique absentes de leur premier discours (comme le niveau de technicité par exemple).

Les doutes des agriculteurs concernant la possibilité de pratiquer l'agriculture biologique sur leur territoire sont alors de différents ordres : économique (moindre maîtrise des rendements entraînant une diminution de garantie de rentabilité), technique ou agronomique (niveau de technicité important requis pour un passage en bio, terrains de la zone de captage très argileux et hydromorphes rendant le travail de désherbage mécanique impossible, ces derniers arguments étant trop peu entendus selon eux par les acteurs de la ville) ; ils craignent aussi l'enfermement dans une technique qui ne leur laisserait que peu de marges de manœuvre en cas de difficultés.

Enfin, la question du passage à l'agriculture biologique ne peut se réduire à une réflexion portant sur un aspect technique, mais elle draine avec elle des questions d'ordre éthique et d'ordre sociétal, et passer en agriculture biologique les conduirait finalement, disent-ils, à changer de métier, de milieu social et de relations.